

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à 'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé  Les abonnements et annonces sont payables d'avance  La ligne ..... 80 frs Minimum ..... 250 frs  Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum ..... 250 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française ..... 100 frs  
 Etranger : Port en sus

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### DECRETS

1978	
19 sept. — Décret n° 78-104 portant détachement d'un officier d'administration des forces armées togolaises au centre hospitalier universitaire — service administratif .....	504
26 sept. — Décret n° 78-105 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono .....	504
5 oct. — Décret n° 78-106 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et du café triage de la récolte 1977-78. ....	505
5 oct. — Décret n° 78-107 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du cacao, récolte intermédiaire 1978. ....	505
5 oct. — Décret n° 78-108 portant suspension de chef de circonscription. ....	505
5 oct. — Décret n° 78-109 portant suspension de chef de circonscription. ....	505
5 oct. — Décret n° 78-110 portant suspension d'un adjoint au chef de circonscription. ....	505
5 oct. — Décret n° 78-111 relevant un adjoint au chef de circonscription de ses fonctions. ....	506

## ARRETES ET DECISIONS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1978	
26 sept. — Arrêté n° 117-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes. ....	506
26 sept. — Arrêté n° 118-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions. ....	506

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1978	
3 oct. — Décision n° 2014-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur .....	506
10 oct. — Décision n° 2030-MFE-FO portant autorisation de virement d'une somme au trésorier-payeur. ....	506

### MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1978	
22 sept. — Arrêté n° 10-MCT-DC-DCIP fixant les prix de vente des produits de la société des produits alimentaires (SPAL). ....	

### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, détachements, radiations, rappel à l'activité, licenciement, acceptation de démission, admission à la retraite, additif à un précédent arrêté portant admission dans divers corps de la fonction publique ..	507
--	-----

### MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES

Arrêté portant nomination. ....	514
---------------------------------	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1978

- 7 sept. — Arrêté interministériel n° 29-MENRS-MJSC-CAB portant création d'un cycle d'études préparatoires d'une année à l'INJSC. .... 514
- 4 oct. — Décision n° 475-MENRS fixant les dates des congés scolaires pour l'année académique 1978-1979. .... 514
- Arrêtés portant nominations. .... 514

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

- Arrêtés et décisions portant nominations. .... 515

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

1978

- 25 sept. — Arrêté n° 3-MAR portant création et définition des attributions de la section des routes de desserte .... 515
- 3 oct. — Arrêté n° 37-MAR portant rattachement de la division de l'hydrologie de la direction de l'énergie et de l'hydraulique. .... 515

**DIVERS**

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1978

- 9 oct. — Arrêté n° 123-INT-SG-APA-PC portant dissolution d'association. .... 515
- Arrêté et décisions portant nomination de secrétaires de chefs de canton et destitution d'un chef de canton. .... 515

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1978

- 27 sept. — Décision interministérielle n° 78-MTFP-MJSC portant ouverture de concours et examens professionnels — année 1978. .... 516

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES

1978

- 13 sept. — Arrêté interministériel n° 13-MFE-MTPM-CABTP-DGUH portant rétrocession de réserve administrative spéciale objet d'approbation de lotissement n° 13 du 9 août 1976. .... 516
- 13 sept. — Arrêté interministériel n° 14-MFE-MTPM-CABTP-DGUH portant redressement d'une rue de 24 m et de 14 m de large sise à Lomé-Agbalépédogan, objet d'approbation n° 13 du 9 août 1976. .... 517
- 13 sept. — Arrêté interministériel n° 15-MFE-MTPM-CABTP-DGUH portant rétrocession de réserve administrative spéciale, objet d'approbation de lotissement n° 11 du 14 avril 1976 de Lomé-Hédjranawoé. .... 517

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA PROMOTION FEMININE

- Arrêtés portant admission au concours d'entrée à l'école nationale de sage-femme et décernant le diplôme d'Etat de sage-femme. .... 517

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- Arrêtés portant admission, rectificatifs et additifs à de précédents arrêtés portant admission. .... 517

**PARTIE NON OFFICIELLE**

**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES**

- Avis de perte de titres fonciers. .... 520
- Récépissé de déclaration d'association (Amicale des ressortissants de la circonscription administrative de Lama-Kara) .... 520
- Avis nécrologiques. .... 520

**PARTIE OFFICIELLE**

**ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

**ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS**

**DECRETS**

*DECRET N° 78-104 du 19 septembre 1978 portant détachement d'un officier d'administration des forces armées togolaises au centre hospitalier universitaire — service administratif.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;  
Vu le décret n° 78-83 du 24 juillet 1978 portant formation du gouvernement ;  
Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier. — Le sous-lieutenant Bataka Wlé-Mbanéwar des forces armées togolaise, est détaché au ministère de la santé publique et des affaires sociales — centre hospitalier universitaire (service administratif) à compter du 1er octobre 1978.

Art. 2. — Le ministre de la défense nationale et le ministre de la santé publique et des affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent décret qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 septembre 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

*DECRET N° 78-105 du 26 septembre 1978 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961,

**DECRETE :**

Article premier. — A l'occasion de son départ définitif du Togo, le lieutenant-colonel Paul Moquet, conseiller technique du chef d'état-major des forces armées togolaises, (assistance militaire technique française) est nommé à titre exceptionnel et étranger Commandeur de l'Ordre du Mono.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 septembre 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**DECRET N° 78-106 du 5 octobre 1978 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et du café triage de la récolte 1977/78.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;  
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;  
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;  
Vu le décret n° 77-207 du 30 novembre 1977 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte de café 1977-1978 ;  
Vu le décret n° 78-38 du 13 avril 1978 autorisant la commercialisation du café triage de la campagne 1977-78,

**DECRETE :**

Article premier. — La date de fermeture de la campagne d'achat du café sain trié et du café triage de la récolte 1977-78 est fixé au 30 septembre 1978.

Art. 2. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 5 octobre 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**DECRET N° 78-107 du 5 octobre 1978 relatif à la fermeture de la campagne d'achat du cacao récolte intermédiaire 1978.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports ;  
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;  
Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;  
Vu le décret n° 78-54 du 8 juin 1978 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao et les conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo pour la récolte intermédiaire 1978 ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier. — La date de fermeture de la campagne d'achat du cacao de la récolte intermédiaire 1978 est fixée au 30 septembre 1978.

Art. 2. — Le ministre du commerce et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'aménagement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 5 octobre 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**DECRET N° 78-108 du 5 octobre 1978 portant suspension de chef de circonscription.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 60-37 du 7 mars 1960 fixant les conditions de nomination des chefs de circonscription, des chefs de poste administratif et des adjoints aux chefs de circonscription ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

**DECRETE :**

Article premier. — M. BATCHATI Baoubadi, chef de la circonscription de Tchamba, est suspendu de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois.

Art. 2. — Pendant la durée de sa suspension, l'intéressé qui continuera à assurer ses fonctions, n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial, conformément aux dispositions de l'article 42-3è de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Art. 3. — Le présent décret qui aura effet pour compter du 30 septembre 1978 sera publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 octobre 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**DECRET N° 78-109 du 5 octobre 1978 portant suspension de chef de circonscription.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;  
Vu le décret n° 60-37 du 7 mars 1960 fixant les conditions de nomination des chefs de circonscription, des chefs de postes administratifs et des adjoints aux chefs de circonscription ;  
Sur proposition du ministre de l'intérieur,

**DECRETE :**

Article premier. — M. Nassiki Awouroufo, chef de la circonscription de Sotouboua, est suspendu de ses fonctions pour une durée de deux (2) mois.

Art. 2. — Pendant la durée de sa suspension, l'intéressé qui continuera à assurer ses fonctions, n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial, conformément aux dispositions de l'article 42-3è de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Art. 3. — Le présent décret qui aura effet pour compter du 30 septembre 1978 sera publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 octobre 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**DECRET N° 78-110 du 5 octobre 1978 portant suspension d'un adjoint au chef de circonscription.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;  
Vu le décret n° 60-37 du 7 mars 1960 fixant les conditions de nomination des chefs de circonscription, des chefs de postes administratifs et des adjoints aux chefs de circonscription ;  
Sur proposition du ministre de l'intérieur,

**DECRETE :**

Article premier. — M. Takpara Gandè Essotakou, adjoint au chef de la circonscription administrative de Sotouboua, est suspendu de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois.

Art. 2 — Pendant la durée de sa suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations à caractère familial, conformément aux dispositions de l'article 42-3è de l'ordonnance n°1 du 4 janvier 1978.

Art. 3 — Le présent décret qui aura effet pour compter du 30 septembre 1978 sera publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 octobre 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

**DECRET N° 78-111 du 5 octobre 1978 relevant un adjoint au chef de circonscription de ses fonctions.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'arrêté n° 95-PR-INT du 25 juin 1970 portant nomination d'adjoint au chef de circonscription ;

Vu le décret n° 60-37 du 7 mars 1960 fixant les conditions de nomination des chefs de circonscription, des chefs de postes administratifs et des adjoints aux chefs de circonscription ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

### DECRETE :

Article premier. — M. Takpara Gandhi Essotakou, secrétaire d'administration, adjoint au chef de la circonscription administrative de Sotouboua, est relevé de ses fonctions et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Art. 2 — Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 5 octobre 1978

Général d'Armée Gnassingbé Eyadéma

### ARRETES ET DECISIONS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

##### Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 117/INT/SG/DSTCL du 26-9-78 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Aného, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Bassar, exercice 1978 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1977 pour faire face aux dépenses du mois de septembre 1978.

Arrêté n° 118/INT/SG/DSTCL du 26-9-78 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vogan, Tabligbo, Tsévié, Kloto, Notsé, Atakpamé, Amlamé, Badou, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kanté, Mango et Dapaon, exercice 1978 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1977 pour faire face aux dépenses du mois de septembre 1978.

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

##### Autorisations de paiement

Décision n° 2014/MFE/FO du 3-10-78 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq millions (5.000.000) de francs, représentant la participation de l'Etat aux frais de nourriture des élèves boursières de l'école normale des institutrices des jardinières d'enfants de Kpalimé.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 157 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom dudit établissement.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 41, article 18.

Décision n° 2030/MFE/FO du 10-10-78 — Est autorisé le virement de la somme de trente millions (30.000.000) de francs, représentant le crédit de fonctionnement de l'Université de Lama-Kara durant le premier trimestre de l'année universitaire 1978/1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 119 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur au nom de l'université de Lama-Kara.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 42, article 11.

#### MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

**ARRETE N° 10/MCT/DC/DCIP du 22 septembre 1978 fixant les prix de vente des produits de la société des produits alimentaires (SPAL).**

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution,

### A R R E T E :

Article premier — Les prix de vente à Lomé du paquet de 250 grammes de pâtes alimentaires produites par la SPAL sont fixés comme suit :

Prix de vente ex-usine 80 f

Prix de gros 85 f

Prix de détail 90 f.

Art. 2. — Les prix de vente à l'intérieur du pays seront majorés uniquement des frais de transport.

Art. 3. — L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues à l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 4. — Les fonctionnaires désignés à l'article 17 de l'ordonnance ci-dessus visée sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal Officiel* de la République.

Lomé, le 22 septembre 1978

Zarifou Ayéva

## MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Admissions

Arrêté n° 887/MTFP du 19-9-78 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Adossi Ayao Mawulé, l'arrêté n° 1044/MJFPT du 28 octobre 1977 portant nomination d'instituteurs-adjoints stagiaires.

Arrêté n° 889/MTFP du 22-9-78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général):

Djossou D. Amévi	Tougouma Kpamkpalga
Fiamon Essie Akossiwa	Djata Koffi Agbenyega
Kobana Kodjo	Zantou M. Logossou
Kotor Amavi	Ouro-Bossi Izotou
N'Koué N. Bayankpey	Tossou A. Dodji
Talambou Tchalim	Melessodji K. Eséboé
Kakalimsiwe Tossa	Ahiany K. Dzogbese
Pekpe A. Wolanyo	Aliheri Koubonou
Galley K. Amewuga	Settou Bikazimbou
Agbognito Avih	Batamoussi Don'Bahou-
Koura Bédélé	liki
Lamboni Tabidja	Batakpalé B. Bilima
Mama Moutari	Ditema Yom
Izotou Tchapeo Kozi	Tagba Tchala
Amouzou Sotodji	Mawuena K. Abouéno
Ega Koffi	Agouda Soulémame
Dogle Koffivi	Nunyava Traoré
Agonda Bila	Boukari Bassirou.
Adadé Kokoé Kafui	

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 890/MTFP du 22-9-78 — M. Ahado Komi Etsé, titulaire du baccalauréat ès sciences (mathématiques) de la faculté des arts et des sciences de l'université de Montréal (Canada), de la maîtrise ès sciences mathématiques-statistiques et du certificat en administration financière de la faculté des sciences de l'université de Sherbrooke, est admis dans le corps des

fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 2 échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 46, article 16 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 891/MTFP du 22-9-78 — M. Lochina Abora Younoussa, comptable permanent de 5e catégorie échelle A, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et du brevet d'études professionnelles (BEP), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et conserve son affectation actuelle (chapitre 20, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 892-MTFP du 22/9/78 — M. Vewonyi Yawo Dovi, titulaire du probatoire, du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 893-MTFP du 22/9/78 — Mlle Kitiou Azimah, diplômée de l'école d'infirmières de la fondation Tarmenhof de Remscheid - Lüttringhausen, est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmière d'Etat de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 8 mois 20 jours lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis en Allemagne du 1er octobre 1976 au 31 octobre 1977 inclus en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 894-MTFP du 22/9/78 — M. d'Almeida Dossé Nomagnon, titulaire du doctorat de 3e cycle en droit maritime, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 2e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (budget autonome de l'université du Bénin).

Une bonification de 500 points d'indice lui est accordée en application des dispositions du décret n° 73-163 du 18 septembre 1973.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 895-MTFP du 22/9/78 — M. Aboki Ayaovi, diplômé de l'école nationale des auxiliaires médicaux (section assistants d'hygiène), est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'agent technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 896-MTFP du 22/9/78 — M. Efoo Yao Agbemafle, titulaire du general certificate of education (ordinary Level), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 897-MTFP du 22/9/78 — Mlle Traoré Lamy, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> éch. stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chap. 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 907-MTFP du 25/9/78 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne Mme Evoda, la décision n° 2263/MJ/FP/T du 2 novembre 1976 portant engagement.

Mme Evoda Dopé Yawa (née Vouti), titulaire du certificat d'aptitude au monitorat (CAM) est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 2 novembre 1976 et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 5 ans 8 mois 2 jours est accordée à Mme Evoda pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement protestant du

22 septembre 1967 au 25 mars 1976 inclus, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- 2-11-76 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 5 a 8 m 2 j bonification
- 2-11-76 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 3 a 8 m 2 j bonification
- 2-11-76 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 1 a 8 m 2 j bonification
- 1-3-77 — monitrice de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 913-MTFP du 26/9/78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et du brevet d'études professionnelles (BEP), sont admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> éch. stagiaires (catégorie C — indice 600) et conservent leur affectation actuelle (chapitre 32, article 2 du budget général) :

Awlime Afiyo Akofa, employée de bureau permanente de 6<sup>e</sup> catégorie échelle A

Douagla Komi (Léonard), comptable permanent de 5<sup>e</sup> catégorie échelle C.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 914-MTFP du 26/9/78 — Les candidats ci-après désignés diplômés de l'école nationale des auxiliaires médicaux, sont admis ainsi qu'il suit dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'agents techniques de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général) :

#### Section : laborantins et laborantines

Pinto Toyi Comlan Ahlonko

#### Section : infirmiers et infirmières

Pinto Kouamvi Venato.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 915-MTFP du 26/9/78 — Mlle Gneza Ahoéfa, employée de bureau permanente de 6<sup>e</sup> catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré et du brevet d'études professionnelles, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint



administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et conserve son affectation actuelle (chapitre 43, article 2, paragraphe 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 916/MTFP du 26-9-78 — M. Adorshie Yawovi, diplômé de l'institut agricole du Kouban (U.R.S.S.), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur de 2° classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 917/MTFP du 26-9-78 — M. Guessou Koffi (Sébastien), codifieur permanent de 6e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel de la réforme administrative (chapitre 30, article 6, paragraphe 1 du budget général).

M. Guessou dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conservera à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 918/MTFP du 26-9-78 — M. James Komlan Ignéza, docteur en médecine, diplômé de l'école de médecine de l'université du Bénin, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire de 2e échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la promotion féminine (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'un échelon est accordée à M. James pour ses fonctions d'interne.

M. James est élevé au 3e échelon de son grade (indice 1600).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 919/MTFP du 26-9-78 — M. Afanou Akouété, admis au concours de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires, session du 26 août 1977, est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 923-MTFP du 27/9/78 — M. Aziaku Agbéko offsetiste permanent de 6e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2° classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 8, paragraphe 1 du budget général).

M. Aziaku dont la rémunération serait supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conservera à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 927-MTFP du 27/9/78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 226/MJFPT du 23 février 1976 portant nomination en ce qui concerne M. Kpenku Yawo Mawuli.

M. Kpenku Yawo Mawuli, titulaire d'une attestation de fin d'études de philosophie au grand séminaire Saint-Gall de Ouidah (République Populaire du Bénin) et d'une attestation de fin d'études de théologie au grand séminaire d'Anyama (République de Côte d'Ivoire) équivalent au diplôme universitaire d'études littéraires (option philosophie), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 928-MTFP du 28/9/78 — M. Todjro Mawuli Enyassé, titulaire du teacher's certificate « A », du diplôme d'études supérieures (langue étrangère) de l'école des lettres de l'université du Bénin et du diplôme d'études françaises de l'université de Cape Coast (République du Ghana), est admis dans le corps

des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24 article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 929-MTFP du 28/9/78 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme d'agent technique de la statistique de l'école de statistique d'Abidjan (R.C.I.) ou de l'institut de statistique, de planification et d'économie appliquée de Yaoundé (R.U.C.), sont admis dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'agents techniques de 2e classe 2e échelon stagiaires (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 6, paragraphe 3 du budget général) :

Agbobli Kossi Agbénou  
Honkou Komlan Afanlé Akou  
Agonglovi Kokou Gbégnon  
Dzogbeti Komi Dolagbenu.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 931-MTFP du 29/9/78 — Mlle Namandji Adjélé, titulaire du certificat de fin d'études de mécanographe dans la qualification de perforuse-vérificatrice sur I.B.M. de l'école privée « Les programmeurs réunis » de Paris (France), est admise dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'agent spécialisé de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie D — indice 270) et mise à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30 article 6 paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 936-MTFP du 2/10/78 — Mmes Dravie Olla Ahéba, née Bruce et Ametepe Madoé Nyédzi, née Ahodikpè, licenciées en droit, titulaires du diplôme de l'école nationale de la magistrature de Paris (France), sont admises dans le corps de la magistrature en qualité de magistrats du 3e grade 2e échelon stagiaires (catégorie A1 — indice 1450) et mises à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressées.

Arrêté n° 937-MTFP du 2-10-78 — M. Fiave Kossivi Kpegbadza, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G1 — techniques administratives), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de

secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4 paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 938-MTFP du 2/10/78 — M. Odaye Komlanvi, titulaire du diplôme d'ingénieur ès sciences économiques de l'école des hautes études économiques de Prague (République Socialiste Tchécoslovaque) est, en attendant la parution du statut particulier des ingénieurs commerciaux, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre du plan, du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 30, article 4, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 940-MTFP du 3/10/78 — M. Afeto Komi Mensah Agbékomébia, titulaire de la licence en droit de l'université du Bénin et qui a suivi avec succès le stage diplomatique à l'institut des relations internationales du Cameroun, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération (chapitre 12, article 2, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Intégrations

Arrêté n° 908-MTFP du 26/9/78 — M. Afo-Dzima Balogou, instituteur adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 909-MTFP du 26/9/78 — Mlle Gaba Ayéfua (Lily), n° 01006252 E, adjoint administratif de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G1), est intégrée dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750).



L'intéressée conserve son affectation actuelle (chapitre 30, article 2 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 910-MTFP du 26/9/78 — M. Ouro-Akondo Issifou, agent technique de la statistique de 2e classe 4e échelon du corps des fonctionnaires de la statistique générale, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G2), est rayé de ce corps et intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 10 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 911-MTFP du 26/9/78 — M. Issifou Issa, assistant de production de 2e classe 4e échelon (indice 700) du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui a suivi avec succès un stage de perfectionnement de journaliste-animateur à la radio Nederland au Pays-Bas, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'animateur de programmes de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 19 juin 1978 et conserve son affectation actuelle (chapitre 26, article 7 du budget général).

Arrêté n° 920-MTFP du 26-9-78 — M. Agbehonou Komi, adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série GI), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et conserve son affectation actuelle (chapitre 6, article 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 921-MTFP du 27-9-78 — M. Assani Ayinène Agnidé (Richard), aide-opérateur de 2e classe 4e échelon du corps des fonctionnaires de la statistique générale en service à la direction de l'enseignement du troisième degré, titulaire du probatoire au diplôme d'études comptables supérieures, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'opérateur-mécanographe de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750).

L'intéressé conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 922-MTFP du 27-9-78 — M. Noglo Kodzo Sénanu (Sylvanus), instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme universitaire d'études littéraires (D.U.E.L. II) — série histoire-géographie, de l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur des CEG de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 939-MTFP du 2-10-78 — M. Akakpo Koffi Mevonyowu (Charles), professeur de 3e classe 2e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, licencié en droit, titulaire du diplôme de l'école nationale de la magistrature de Paris (France), est rayé dudit corps et intégré dans la magistrature en qualité de magistrat du 3e grade 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

#### Détachements

Arrêté n° 888-MTFP du 20-9-78 — M. Afanou Yao (Clément), inspecteur central du trésor de 3e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires du trésor, est placé dans la position de détachement pour une durée de cinq ans pour servir auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Addis-Abéba (Ethiopie).

Durant la période de détachement, les émoluments de M. Afanou seront à la charge de l'Organisation de l'Unité Africaine.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1er octobre 1978.

Arrêté n° 925-MTFP du 27-9-78 — M. Adotévi Adovi, ingénieur d'agriculture de 2e classe 4e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à Lomé, est placé dans la position de détachement pour servir auprès du projet FAO/PNUD, pour l'aménagement dans le nord-Togo (Tranche « La Kara »).

Durant la période du détachement les émoluments de M. Adotévi seront à la charge du projet FAO/PNUD.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er août 1978.

Arrêté n° 926/MTFP du 27-9-78 — M. Awuté D. Kwassi (Pascal) ingénieur d'agriculture de 1re classe 3e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits est placé dans la position de détachement pour une durée de quatre ans pour servir auprès de l'association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) à Monrovia (République du Libéria).

Durant la période du détachement les émoluments de M. Awuté seront à la charge de l'ADRAO.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1er novembre 1978.

### Radiations

Arrêté n° 932/MTFP du 30-9-78 — Les fonctionnaires du cadre interministériel dont les noms suivent : Bitho Baoubadi (Edouard), attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire,

Baka Toyi Balakinabawi (Kifalan), adjoint administratif principal de 2e échelon,

Kazim (Basile), adjoint administratif de 2e classe 4e échelon sont rayés des effectifs du personnel de l'administration générale pour faute grave dans l'exercice de leurs fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter du 30 septembre 1978.

Arrêté n° 933/MTFP du 30-9-78 — M. Ouro-Agoro M. Egbatao, maître d'éducation physique de 3e classe 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement, est rayé des effectifs de ce corps pour faute grave dans l'exercice de ses fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter du 30 septembre 1978.

Arrêté n° 934/MTFP du 30-9-78 — MM. Kamouky T. E. Sylvere), instituteur de 2e classe 2e échelon et Atakai Same, instituteur de 2e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, sont rayés des effectifs de leur corps pour faute grave dans l'exercice de leurs fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter du 30 septembre 1978.

Arrêté n° 935/MTFP du 30-9-78 — M. Pini Kwachie Aweku (Roger), journaliste de 2e classe 1er échelon du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, est rayé des effectifs du personnel de ce corps pour faute grave dans l'exercice de ses fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter du 30 septembre 1978.

### Décision rapportée

Décision n° 2191/MTFP du 14-9-78 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Zakari Pagna Ani, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, la décision n° 167/MJFPT du 25 janvier 1977 portant radiation.

### Rappel à l'activité

Arrêté n° 903-MTFP du 22/9/78 — M. Amedegnato Grindawou (Lucien), professeur de 3e classe 4e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, suspendu de ses fonctions par arrêté n° 658/MTFP du 6 juillet 1978, est rappelé à l'activité pour compter du 11 septembre 1978.

### Licenciement

Arrêté n° 900-MTFP du 22/9/78 — Est rapporté l'arrêté n° 87/MTFP du 27 janvier 1978 portant suspension de fonctions de M. Kékey Yawovi Yoyo.

M. Kekey Yawovi Yoyo, commissaire 1er échelon du corps des fonctionnaires de la police, en service à Lomé, est licencié de son emploi pour faute grave.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

### Démission

Décision n° 2259-MTFP du 22/9/78 — Est acceptée pour compter du 1er octobre 1978, la démission de son emploi offerte par Mlle Zamia Juliana Laure Aurélien, institutrice décisionnaire, en service au collège d'enseignement général de Tokoin-Centre à Lomé.

### Retraite

Arrêté n° 886/MTFP du 19-9-78 — M. Ameganvi Attiogbé (Simon Jacob), instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1979, en application des dispositions de l'article 5-3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16-II 1er alinéa) de la même loi, l'intéressé qui est né le 28 octobre 1939 entrera en jouissance de sa pension le 1er juillet 1995, date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Arrêté n° 905/MTFP du 22-9-78 — M. Lawson Ahluivi Apédo Tèvi (Germain), aide-géomètre principal de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, en fonctions au service

topographique à Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1979, en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 4e et 5e alinéas de l'ordonnance n° 68-12 du 1er avril 1968.

Arrêté n° 906/MTFP du 22-9-78 — Les fonctionnaires désignés ci-après, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1er janvier 1979 :

#### *Administration générale*

Sivomey Kayi Madoé (Marie), attaché d'administration principal C.E.  
 Agba Labséou Tchao (Marcel), secrétaire d'administration principal C. E.  
 Djirackor Yawo (Clément), adjoint administratif principal C.E.  
 Idrissou Kpaou Mama, adjoint administratif principal C.E.  
 Watson Codjo (Hermann), adjoint administratif principal C.E.  
 Adjeoda Komlan (Athanase), adjoint administratif principal 2e échelon  
 Ajavon Messanvi Mèwumawuo (Michel), adjoint administratif principal 1er échelon

#### *Santé*

Adigbli Anku (Conrad), agent technique principal 3e échelon  
 Folly Amouzou (Adolphe), infirmier d'Etat principal 3e échelon  
 Djidohoun Dorsou (Daniel), infirmier d'Etat de 1re classe 3e échelon

#### *Enseignement*

Abalo Koffi (Antoine), instituteur principal 3e échelon  
 Koffi (Christophe), instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon  
 Ayi Amoussou (Augustin), moniteur C.E.

#### *Justice*

Behanzin, n°e Pietri Léona (Léontine), greffier de 1re classe 1e échelon

#### *Police*

Lawson Messanvi Latévi, brigadier-chef 2e échelon  
 Attipou Tokple Yaovi, brigadier-chef 1er échelon  
 Agninde Maraté, brigadier 2e échelon  
 Ametepe Kossi, brigadier 1er échelon  
 Banabaya Bakékina, brigadier 1er échelon  
 Kontre Lantékim Abonsé, brigadier 1er échelon  
 Mamadou Elétou Boukari, brigadier 1er échelon  
 Mitokpe Dossa, brigadier 1er échelon  
 Oyeyeme Oyentoundé, brigadier 1er échelon  
 Salou Nourémi Messan, brigadier 1er échelon

#### *Douanes*

Ahebba Togbé Yao (Elie), contrôleur principal 2e échelon  
 Ankou Dokayi (Barnabas), contrôleur principal 2e échelon  
 Vias Sromkpo (Roger Simon), brigadier-chef 3e échelon  
 Saba Komlan, brigadier-chef 2e échelon

#### *Administration des impôts*

Wodih Komlan (Damase), agent d'assiette 2e classe 4e échelon

#### *Travaux publics*

Carbou Kouassi (Dominique), contremaître principal 3e échelon  
 Afanou Akakpovi, contremaître principal 1er échelon

#### *Postes et télécommunications*

Lawson Body Agbéko (Clément), contrôleur principal 2e échelon

#### *Chemins de fer*

Apaloo (Michel), chef station principal C.E.  
 Folly Quay Ekoué (Philippe), chef station principal 3e échelon  
 Dosseh Efoévi (Vitus), contremaître principal 3e échelon  
 Toyisson Tassou, surveillant principal 3e échelon  
 Kuaovi Komlan (Moïse), ouvrier principal C.E.

#### *Agriculture*

Ahyi Amakoé (Robert Michel), ingénieur-adjoint 1ère classe 2e échelon  
 Aladji Kwami Wèka (Cléophas), ingénieur-adjoint 2e classe 1er échelon

#### *Elevage*

Amoussou Dovi Sokemawu (Salomon), ingénieur 1ère classe 3e échelon  
 Alia Gbégandji (Aurélien), ingénieur-adjoint de 1ère classe 1er échelon  
 Bento A. Amavi (Boniface), adjoint technique principal 2e 2e échelon  
 Kombate Mipam, adjoint technique principal 2e échelon  
 Nadio Assakoua, adjoint technique de 1ère classe 3e échelon

#### *Eaux et forêts*

Houndjo Aboki, adjoint technique principal 2e échelon

#### *Météorologie*

Lowson Laté (John), assistant principal 3e échelon.

#### **Additif**

**ADDITIF** du 27-9-78 à l'arrêté n° 227/MTFP du 27 février 1978 rapportant l'arrêté n° 370/MTFP du 29 avril 1977. (Aholou Assiakoley Adjé)

#### *Ajouter :*

Le présent arrêté a effet pour compter du 11 octobre 1977.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES

### Nomination

Arrêté n° 12/MTPM/Cab/TP du 19-9-78 — M. Assogbavi M. Y. Kokou, ingénieur des travaux publics de 1re classe 1er échelon, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, inspecteur des travaux de construction de la foire internationale Togo 2.000 à Lomé.

Les émoluments de M. Assogbavi restent imputables au chapitre 18, article 2 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 24 juillet 1978.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**ARRETE Interministériel N° 29-MENRS-MJSC-CAB. du 7 septembre 1978 portant création d'un cycle d'études préparatoire d'une année à l'INJSC.**

LES MINISTRES DE L'EDUCATION NATIONALE ET  
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA JEUNESSE,  
DES SPORTS ET DE LA CULTURE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de gestion et d'administration du personnel ;

Vu le décret n° 72-159 du 7 juillet 1972 portant organisation du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture ;

Vu le décret n° 76-128 du 26 juillet 1976 portant création et organisation de l'institut national de la jeunesse et des sports ;

Vu les nécessités du service,

### ARRETE :

Article premier — Il est créé, à l'institut national de la jeunesse et des sports, une année d'études préparatoires au concours de recrutement d'élèves-maîtres d'éducation physique et sportive.

Art. 2. — Le programme du concours d'admission à ce cycle d'études préparatoires, ainsi que le programme des études seront fixés par acte ministériel.

Art. 3. — Sont autorisés, à se présenter au concours d'entrée à ce cycle d'études, les athlètes et sportifs ayant échoué au B.E.P.C.

Art. 4. — La réussite à l'examen de fin d'année à ce cycle d'études préparatoire donne, aux élèves dudit cycle, la possibilité de se présenter au concours de recrutement d'élèves-maîtres d'éducation physiques, avec dispense du B.E.P.C.

Art. 5. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 7 septembre 1978

Le Ministre de l'Education nationale  
et de la Recherche scientifique,  
B. ALASSOUNOUMA

Le Ministre de la Jeunesse,  
des Sports et de la Culture,  
K. A. VOULE-FRITITI

**DECISION N° 475/MEN-RS du 4 octobre 1978 fixant les dates des congés scolaires pour l'année académique 1978-1979.**

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,

Vu l'ordonnance n° 16 du 6 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel,

### D E C I D E :

Article premier. — En sus des jours fériés réglementaires, les dates des congés scolaires pour l'année académique 1978-1979 pour tous les degrés d'enseignement sont fixées comme suit :

#### Fin de premier trimestre

du vendredi 15 décembre 1978 au soir au mercredi 3 janvier 1979 au matin.

#### Fin de deuxième trimestre

du vendredi 16 mars 1979 au soir au lundi 2 avril 1979 au matin.

#### Fin de troisième trimestre

du vendredi 6 juillet 1979 au soir au lundi 17 septembre 1979 au matin.

Art. 2. — La période allant du 1er juin 1979 au 6 juillet 1979 sera consacrée aux examens de fin d'année.

Art. 3. — La présente décision sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 4 octobre 1978

Boumbéra Allassounouma

### Nominations

Arrêté n° 41/MENRS/DGPE du 25-9-78 — M. Amegan Kodjo, agent permanent hors catégorie est nommé directeur régional de la planification de l'éducation à Atakpamé.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 41/MENRS/DGPE du 25-9-78 — M. Agbogbo Kokou, adjoint technique de la statistique de 2e classe 3e échelon, est nommé directeur régional de la planification de l'éducation à Lama-Kara.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 45/MENRS du 9-10-78 — M. Agbeko Ankuvi Ekpétsè, professeur du C.E.G. de 3e classe 1er échelon en service au collège d'enseignement général d'application d'Atakpamé est nommé surveillant général et d'encadreur pédagogique à l'école normale supérieure d'Atakpamé.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

## MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

## Nomination

Arrêté n° 8/MDR du 21-9-78 — M. Agbo Kodjo Doh, ingénieur d'agriculture de 2e classe 3e échelon, est nommé directeur de la nutrition et de la technologie alimentaire, en remplacement de M. Amela Komla Selom.

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 20, article 22 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 9/MDR du 21-9-78 — Dr. Tchaniley Mama vétérinaire-inspecteur de 2e classe 2e échelon, est nommé directeur du centre de formation professionnelle agricole de Tové, en remplacement de M. Kankarti Nankodja Saada appelé à d'autres fonctions.

Ses émoluments demeurent imputables sur le chapitre 20 article 7, paragraphe 2 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 242/MDR du 21-9-78 — M. Nabede Pala, technicien des pêches industrielles, est nommé directeur général adjoint de l'office national des pêches « La Togolaise des Pêches ».

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

## MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

ARRETE N° 3/MAR du 25 septembre 1978 portant création et définition des attributions de la section des routes de desserte.

LE MINISTRE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;  
Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975 portant organisation et définition des attributions des ministères du développement rural et de l'équipement rural ;  
Vu l'accord de crédit n° 810/TO du 28 juin 1978 entre l'AID et le Togo ;  
Vu les nécessités du service,

## A R R E T E :

Article premier — Il est créé à la direction du Génie rural et au sein de la division de l'aménagement et de la voirie rurale, une section spécialisée dénommée « Section Routes de Desserte ».

Art. 2. — La section routes de desserte est chargée de l'étude et de la réalisation des programmes de développement, d'amélioration et d'entretien des pistes et routes de desserte en milieu rural.

Art. 3 — Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 septembre 1978

S. Kortho

DECISION N° 37/MAR du 3 octobre 1978 portant rattachement de la division de l'hydrologie de la direction de l'énergie et de l'hydraulique

LE MINISTRE DE L'AMENAGEMENT RURAL,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975 portant organisation et définition des attributions des ministères du développement rural et de l'aménagement rural ;

Vu les résolutions du 2e congrès statutaires du Rassemblement du Peuple Togolais ;

Vu les recommandations du séminaire national sur la promotion agricole ;

Vu les lettres n° 562 et 0563-MMERH-HE du 8 août 1977,

## D E C I D E :

Article premier. — La division de l'hydrologie est détachée de la direction du génie rural et la tutelle du ministère de l'aménagement rural pour être rattachée à la direction de l'énergie et de l'hydraulique, sous la tutelle du ministère des travaux publics et des mines.

Art. 2. — La présente décision, qui aura effet rétroactif pour compter du 1er janvier 1978, sera enregistrée, publiée au *Journal officiel* et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 3 octobre 1978

S. KORTHO

## D I V E R S

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

## Dissolution d'association

Arrêté n° 123/INT/SG/APA/PC du 9-10-78 — Est constatée à compter de ce jour la dissolution de l'association dénommée « Union et Solidarité des Ressortissants de la circonscription de Sotouboua ».

Est déclaré nul et de nul effet le récépissé délivré à l'association ci-dessus mentionnée.

Le directeur de la sûreté nationale et le chef de la circonscription administrative de Sotouboua sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

## Secrétaires de chefs de canton

Décision n° 107/INT/SG/APA/AP du 3-10-78 — Est et demeure rapportée la décision n° 152/INT/SG/APA/AP du 7 novembre 1974 portant nomination de M. Bignande Eyadéma (Darus) en qualité de secrétaire du chef de canton d'Elavagnon Est-Mono (circonscription administrative d'Atakpamé).

M. Kere Kossi est nommé secrétaire du chef de canton d'Elavagnon (Est-Mono), en remplacement de M. Bignande Eyadéma, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 francs (quarante huit mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 108/INT/SG/APA/AP du 3-10-78 — Est et demeure rapportée la décision n° 179/INT-SG-APA-AP du 9 décembre 1976 portant nomination de M. Gnanle Fintè en qualité de secrétaire du chef de canton de Kétao (circonscription administrative de Pagouda).

M. Pauwali Koubonou est nommé secrétaire du chef de canton de Kétao, en remplacement de M. Gnanle Fintè, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 francs (quarante huit mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 109/INT/SG/APA/AP du 3-10-78 — M. Awlime Koffito-Djabakou est nommé secrétaire du chef de canton d'Assahoun (circonscription administrative de Tsévié), en remplacement de M. Kodzo Ehe Kodjo-Kouma, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 (quarante-huit mille) francs.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 110/INT/SG/APA/AP du 3-10-78 — Est et demeure rapportée la décision n° 124/INT du 14 décembre 1974 portant nomination de M. Ako Dong (Gabriel) en qualité de secrétaire du chef de canton de Yadè (circonscription administrative de Lama-Kara).

M. Bèguedou Tchamdja Sebou est nommé secrétaire du chef de canton de Yadè, en remplacement de M. Ako Dong (Gabriel), démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 F (quarante-huit mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 111/INT/SG/APA/AP du 3-10-78 — Est et demeure rapportée la décision n° 35/D/INT du 28 avril 1966 portant nomination de M. Sambiani Kolani en qualité de secrétaire du chef de canton de Tampialim (circonscription administrative de Dapaon).

M. Konkonmougou Souke est nommé secrétaire du chef de canton de Tampialim (Dapaon), en remplacement de M. Sambiani Kolani, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 frs (quarante huit mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 112/INT/SG/APA/AP du 3-10-78 — Est et demeure rapportée la décision n° 132/INT/SG/APA/AP du 27 août 1976 portant nomination de M. Agouti Attisso Koffi en qualité de secrétaire du chef de canton de Baguida.

M. Hotowodoufio Amévi est nommé secrétaire du chef de canton de Baguida, en remplacement de M. Agouti Attisso Koffi, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 F (quarante huit mille francs) imputable au budget général, gestion 1978, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision, a effet pour compter de la date de signature.

#### **Destitution d'un chef de canton**

Arrêté n° 191/PR/INT du 5-10-78 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 255/PR/INT du 23 décembre 1963 portant reconnaissance de la désignation coutumière de Akonde N'Doli en qualité de chef de canton de Sotouboua.

M. Akonde N'Doli, chef de canton de Sotouboua, est démis de ses fonctions pour faute grave.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 30 septembre 1978.

#### **MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

##### **Ouverture de concours et examens professionnels**

Décision interministérielle n° 78/MTFP/MJSC du 27-9-78 — Sont ouverts les différents concours et examens professionnels prévus dans les arrêtés n° 10 et 11 du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture.

Lesdits examens auront lieu les 2 et 3 octobre 1978.

#### **MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES**

##### **Rétrocession de réserves administratives**

Arrêté interministériel n° 13/MFE/MTPM/Cab/TP/DGUH du 13-9-78 — Il est rétrocédé à M. Sodji Ahli les lots n°s 782 — 783 — 784 — 773 — 774 — 775 de la réserve administrative spéciale, objet d'ap-



probation de lotissement n° 013/MTP/AAU du 9 août 1976 faisant morcellement des T.F. n°s 8361 et 8400 de Lomé-Aflao-Agbalépédogan.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

### Redressement d'une rue

Arrêté interministériel n° 14/MFE/MTPM/Cab/TP/DGUH du 13-9-78 — Il est procédé à la limite de l'intersection de la route de raccordement et de la voie ferrée Lomé-Atakpamé, au redressement d'une rue de 24 m et de 14 m de large, objet d'approbation du lotissement n° 013 du 9 août 1976 sise à Lomé-Agbalépédogan.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Arrêté interministériel n° 15/MFE/MTPM/Cab/TP/DGUH du 13-9-78 — Dans le cadre du lotissement n° 011 du 14 avril 1976, de Lomé-Hédjranawoé, la surface de voirie et de réserve administrative dépasse d'environ 1.200 m<sup>2</sup> la surface à attribuer réglementairement à M. Laoukpezi Paholi Poko et la famille Dogban.

Est rétrocédé à M. Laoukpezi Paholi Poko le lot n° 2921, à la famille Dogban le lot n° 2922, objet d'approbation de lotissement n° 011 du 14 avril 1976 de Lomé-Hédjranawoé.

Le chef du service des domaines, le chef du service topographique et le maire de la commune de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

### MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA PROMOTION FEMININE

#### Admission

Arrêté interministériel n° 29/MSPASPF/MENRS du 5-10-78 — Sont admises par ordre alphabétique au concours d'entrée à l'école nationale de sages-femmes d'Etat du Togo (promotion 1978-1981), les candidates dont les noms suivent :

Adandogou A. Mawutoe	d'Almeida Akouavi
Akakpo Akouavi	Bahundé B. Wolali
Améga Epé Mosséka	Battah Tchotchovi
Aménouvé A. Akouavi	Bessah Mawuli Adzo
Appiah E. Amewotowu	Bessou Améyo
Assogbavi S. Délali	Bomboma Sanlitébé

Denkey Kokoe	Loglo Abila Elinam
Doumashi Afi Sénam	Sodji Assaba Ayaba
Edjidi Abra Mokpokpo	de Souza Afi Baï
Edorh Dogbo Afiwa	de Souza Vignon
Fodou Abra Akpéné	Tchamdao Pialo
Gbogan Davigan Adjoa	Tchamdja Essokazim
Kinvi Kokoevi	Tchacorom Mako
Kinnin Akossiwa	Tchitou Alimatou
Kidema Essodouna	Torsoo Akussah Kokovi
Kpodar Ayoko	

Le présent arrêté a effet pour compter du 2 octobre 1978.

Arrêté interministériel n° 30/MSPASPF/MENRS du 5-10-78 — Le diplôme d'Etat de sage-femme est décerné à l'élève ci-dessous, sortie de l'école nationale de sages-femmes de Lomé :

Nyaku Adjowa Edem.

### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

#### Admission

Décision interministérielle n° 44/MEN/RS du 5-10-78 — Sont admis après concours en première année de l'école nationale des auxiliaires médicaux, les candidats dont les noms suivent :

#### Département des aides — sanitaires

##### 1°) — Section des infirmiers et infirmières auxiliaires

Bodombossou Matafaïtom	Yao N'na
Kpandé Avighane	Dussey A. Delali
Bawena Mèhèsa	Adewa Tchao
Nguito K. Essolakina	Bamazi Bigalabou
Palou Eyamoua	Edoh Tchotchofe
Lati Enyonam	Laptopo Kantah
Langue Walla	Vitossou Adjowavi
Alapini Akouélé	Abouzi A. Tchawé
Amamah A. Essohanam	Apety Woxa Yawa
Mayou Déoudéalo	Kouwoaye Amah
Adikou A. Mawuko	Agli Kossiwa Elom
Samarou Mizigué	Moussa Sénou Adjoké
Batana Padawènam	Attariagbe Nassara
Somon Allasani	Aguim Ablanvi
Djeni Y. Yendouban	Tchagafou Essognini
Bakai K. Médoubazima	Djoko Essoyomèwè
Agniou Bébinesso	Pakai Pahon
Tossim T. Awoulèyou	Kedya Essodéina
Ouro-Gnao Ladi	Bouyo Kpatcha
Namesi M. A. Agnonam	Manganmana Koffi
Tchanile Nimatou	Kondassih Marouwélé
Pekéle B. Mangamana	da Silveira Ambavi
Kassa Patouani	Kpanake Wiyao
Alou Pékélé	Tchatanao Manimbou
Akpabie D. Adudé	Kouassi Kouami
Kassankogno Yawa	Djaodoh Awalakeyem

Aledji Alassani  
Bode Adjana Atakora  
Aholou Akouvi  
Ouro-Gnaou Tchakifédi  
Agbodjan T. Mawussé  
Amegatse Abla Massan  
Peweli Kézié  
Kpodar F. Gamakpokpo  
Ndjakoundi Bimbikiya

Amouvin Kodjo  
Gadigbe K. Séétsoafia  
Assoti Possobagnidou  
Bodjona Bassai Komi  
Kamekpo Ayovi  
Igbam Tinandambé  
Sekou A. Fèkpaawé  
Wentoba Mabataba

## 2°) — Section des accoucheuses auxiliaires

Afantchao Lalé  
Dogbé Afiwa  
Kodjo Amou Woboubé  
Simbia Ame  
Tcharafeyi Miyaba  
Agbandao Martcha  
Badohom A. Biova  
Takouda D. Menféinoyou  
Mintoumba A. Abdoulaye  
Nolaki Elaoudina  
Doh K. Agbényo  
Doh Eli A. Yawoa  
Loukoume Bali  
Etse M. Akofa  
Bouglouga B. Tandjata  
Takana Kouatiba  
Abete K. Badawou  
Dadja Tchilalo  
Akpa Yawa  
Tangao Assirouwa  
Dogbevi Abra  
Sossouvi Gbèdèvi  
Badjalimbe Kodjo  
Tchedie Tcha  
Pilande Kossiwa

Batoubolo Potonèwai  
Nikada Bèfèi  
Kadi Komi  
Awesso Mabayém  
Solani Abra Toliba  
Agbana Afi Missiwoé  
Bouyo Parikè Adjoa  
Assou Madiaba Doma  
Adoyi Agogna  
Yovo Amévi Améyo  
Sakie Essiékou  
Kowu Massanh Lissy  
Brym S. L. Achakè  
Banissa Massalou  
Gazoro Djato  
Akakpo Dédé Aménéfa  
Amana Manani  
Etche-Ofly Y. Enyonam  
Tchandawou Barka K.  
Tossim Pélalo  
Adorbor Sicko Koffidjin  
Ayota Kagnilé  
Tseku Mawuli  
Amouzou Kossi Agnidoufèi  
Akple Kokou

## Département des laborantins et laborantines d'Etat

Amah Kpatcha  
Nagpe N. Eyivi Essa  
Kpadenou Agbénouwossi  
Atsou A. Wotobé  
Tchandana Kodjo  
Tchangai Yao  
Ego E. D. Koffi  
Azondoga M. Agbégmigan  
Ega Koffi  
Babana Abiyo

Kougenou P. Essinam  
Hounygo A. Essinam  
Segbor M. Ablavi Do  
Agbemadi Edem  
Edah F. Noulanyon  
Atayi Ayélé  
Koto Komlan Adanu  
Lamboni Lardja  
Bonfoh B. Byadja

## Département des assistants et assistantes d'hygiène d'Etat

Kagnaou K. Essolakina  
Elaoudina Y. T. Mazamaess  
Kangni Adjowoapé  
Boundjou Gbati  
Ago K. Essodjolo  
Sonta Birrégah  
Messan K. Kodiète  
Akpe Sokpoli Zéwou  
Agbogbodo Afantchao  
Elhor Améwoukou

Djafalo Awum  
Kulo S. Bawumondom  
Midodji Agbessi  
Kegbevi Sogbédji  
Hounkpati Komlan  
Esso Batawinam  
Agle Yao Sewanou  
Koye Balabawi Koffi  
Pouwaka Kpatcha  
Kolor Gnadom Kodjovi

## Département des kinésithérapeutes d'Etat

Tchangai Kpatsa  
Lantam Moufaye  
Konou K. Agbessinyalé

Sanwogou Dandiogou  
Koura Tchamédji  
Noukoundé Houéhanou

## Département des techniciens orthopédistes d'Etat

Hékano Koffi Améné  
Benane Sanda

## Département des infirmiers et infirmières d'Etat

Boyoda Abongo  
Anika Afoua Kouma  
Kouévi Amélé Dodji  
Nouwossey A. K. Kongo  
Attiogbé Assiongbon  
Lawson Laté Avusu  
Nabede Bozou  
Amédomé Améyo  
Adili Yao  
Katanga Manéwé  
Kagnassim A. Nabédé  
Pinto Kouamba  
Mensah Adjoko  
Awadé Komi  
Lossah Kokoé Kafui  
Agoua T. Palakiyém  
Bamazi Eyabané Kodjo  
Anador Akuavi Delali  
Daku Nutépé Kuami  
Adirika B. Gbanzantchéou  
Faya K. Mambessivè  
Komlan Koudolo  
Lemou Etou Mazalo  
Afoutou Ayivan  
Towédé Kodjo  
Ilougbo Afi Nokéni  
Awouye Kangni  
Alfa Pérezam  
Adokpé Kodjovi  
Lawson Akoko  
Atakora Modjoso  
Fiaty-Amenuvor K. M.  
Damoin Kodjo Yawo  
Eza Kokouvi  
Gbobada Afi Sénadé  
Pahaming Hodabalo  
Gbobada Kossi  
Azianko Kossi

Akorli Yao Mawuli  
Adjivon A. Mawulolo  
Konou Kodjo  
Etsé Dzifa  
Hounzangbé Kouassi  
Ananou D. Kokoutsè  
Polle Banambako  
Sossou A. Atrèh  
Kanfitini Kondandja  
Lawson Koko Délali  
Gare Agué-Lélo  
Nabédé Kpatcha  
Dangbo Edoh  
Tétégan K. Bénissan  
Doh Akossiwa Délali  
Sitti Ayélé Vignon  
Alou Binèwai  
Kangni Dédé  
Mensah Amélé  
Egbé Kokou Novissi  
Koffi Y. Koudodji  
Koffi M. Agowu  
Todom Kénao Bodalo  
Kponson A. Elavagnon  
Adam Sékina  
Laboni K. Faissolibe  
Aba Assoukoum  
Adobli Massan  
d'Almeida A. Dosseh  
Lawanyo M. Vovo  
Agodé Kokou Sénam  
Messah K. Kayissan  
Dotor Kuadjovi  
Bavirene Gnimpal  
Kivolou Eglou  
Géraldo Adiatoulai  
Pagnah Abra  
Klouvi Akua Déla

La présente décision a effet pour compter du 1er septembre 1978.

## Rectificatifs et additif

**RECTIFICATIF du 25-9-78 à l'arrêté n° 36/MEN/RS du 3 juillet 1978 portant admission définitive du personnel enseignant officiel aux examens et concours professionnels — (session des 25 et 26 août 1978).**

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1977 les candidates et candidats dont les noms suivent :

.....  
**Au lieu de :**

**Certificat d'Aptitude Pédagogique (C. A. P. Option Anglais)**

.....  
 Nyaku Komi Sena, C.E.G du 30 août, Kloto Sud

**Lire :**

**Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique (CEAP Option Anglais)**

.....  
 Nyaku Komi Sena, C.E.G du 30 août, Kloto Sud

.....  
**Le reste sans changement.**

**ADDITIF du 21-9-78 à l'arrêté n° 36/MEN/RS du 3 juillet 1978 portant admission définitive du personnel enseignant officiel aux examens et concours professionnels, session des 25 et 26 août 1978.**

.....  
 Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1977 les candidates et candidats dont les noms suivent :

**Certificat d'Aptitude Pédagogique C. A. P.**

.....  
**A. Série Concours**

**Enseignement Officiel**

**Après :** Kpankou Komlan Agbevidé (Emmanuel), Tchékpo Dédekpoé Tabligbo

**Ajouter :** Kambia Pékouda, Tokoin Hunkpati Lomé Centre

**B. Série E N I**

**Après :** Iko Ama Emefa, née Amegandze P. P. n° 1 Tabligbo, Tabligbo

**Ajouter :** Mane Kossi, E. O. Komah 1, Tchaoudjo  
**Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique C E A P**

.....  
**Série Examen**

**Après :** Agbemadon Kossi (Jules) Ahépé Séva, Tabligbo

**Ajouter :** Kaman Abalika, Tokoin Hunkpati, Lomé Centre

Gbadago Enyonam, Gbonvié, Lomé Centre  
 Mensah Enyonam (Colette, née Desanti) Gbonvié Lomé Centre

**Certificat d'Aptitude au Monitorat**

**Après :** Viagbo Fiawobeyépé, Kinikondji, Tabligbo

**Ajouter :** Gannyi A. Vidawouga, Camp gendarmerie, IJEL Lomé

Ahondo Kossi Agbenohevi, Gbonvié, Lomé Centre

**Le reste sans changement.**

**ADDITIF du 21-9-78 à l'arrêté n° 37/MEN/RS du 3 juillet 1978 portant admission définitive du personnel enseignant confessionnel aux examens et concours professionnels, session des 25 et 26 août 1978.**

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1977 les candidates et candidats dont les noms suivent :

.....  
**Certificat d'Aptitude Pédagogique C A P**

**Enseignement Catholique**

**Série Concours**

**Après :** Labanté Napo, Dapaon, Dapaon

**Ajouter :** Kétowu Ohundété Mékaéli, Centrale Tchamba, Tchamba

.....  
**Certificat d'Aptitude au Monitorat**

**Enseignement Catholique**

**Après :** Ahadjitse Enyonam, Kuma Tsamé, Kloto Sud

**Ajouter :** Essoh Saga, Cathédrale, Sokodé

**Le reste sans changement.**

**RECTIFICATIF du 18-9-78 à l'arrêté n° 39/MEN portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement officiel aux examens et concours professionnels — session 1975.**

.....  
 Sont déclarés admis aux concours et examens professionnels (session de 1975), les candidates et candidats dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

.....  
**Certificat élémentaire d'aptitude pédagogique CEAP**

**(Série Examen)**

**Au lieu de :** 21e ex : Aziador Kodjo — Kabou Marché Bassar

**Lire :** 21e ex : Aziandor Kodjo — Kabou Marché, Bassar.

**Le reste sans changement.**

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

#### Avis de perte de titres fonciers

Il est donné Avis de Perte du Titre Foncier N° 1259 T.T. Vol VII F° 150, appartenant au feu KALIFE.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public, conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 Juillet 1906 de la perte du titre foncier n° 1344 du territoire du Togo-Vol VIII, F° 14 appartenant au sieur AKUE François.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte du titre foncier n° 2491 TT appartenant à M. Clocuh ex-Christien, médecin en retraite à Lomé Nyékonakpoè.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier n° 4089 de la République Togolaise, appartenant à M. Eklou-Natey (Gabriel).

(Pour première insertion)

#### RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

(N° 1724-INT-SG-APA-PC du 18/10/78)

**TITRE DE L'ASSOCIATION :** Amicale des Ressortissants de la Circonscription Administrative de Lama-Kara

(A.R.C.A.L.K.)

#### BUTS :

1°) de favoriser un rapprochement de ses membres afin de maintenir entre eux les liens de fraternité agissante qui les unissent ;

2°) d'organiser et d'entretenir un système d'entraide et d'assistance mutuelle ouvert à tous ses membres ;

3°) de promouvoir un développement économique, culturel et social.

*Siège social :* Lomé, 27, rue des Eucalyptus

*Pièces annexées à la déclaration :* Statuts et liste des membres du Bureau-directeur.

## NECROLOGIE

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de :

M. Kake Ahotsu Yao, ingénieur adjoint de 3e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, survenu le 19 février 1978 à Nogent-Sur Marne en France;

M. Labdiedo Flédja, ingénieur-adjoint d'agriculture de 3e classe 2e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, survenu le 3 mai 1977 au centre hospitalier universitaire de Lomé ;

M. Hogbenu Kouassi (Jacques), instituteur-adjoint de 2e classe 3e échelon du corps des fonctionnaires, de l'enseignement, survenu le 25 mai 1978 ;

Mlle Woami-Konou Enyonam Ameyovi, adjoint administratif 2e classe 1er échelon stagiaire du cadre interministériel de l'administration générale, décédée accidentellement le 9 juin 1978 ;

M. Koudatchi Zéwouzé, instituteur-adjoint stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, décédé le 3 juillet 1978 à Agou-Nyogbo (Kloto) ;

M. Johnson Amissah (William), préposé de 1ère classe 3e échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, survenu le 3 août 1978 à Lomé.